

fications des droits douaniers. Cela se produit chaque année. Cette année, comme par le passé, nous avons reçu le nombre habituel de demandes nous priant de modifier certains droits. Il fallait s'en occuper de quelque façon. Par le passé, quand nous avons reçu de telles requêtes, nous avons essayé de les mettre de côté en prévision de ces pourparlers avec les Etats-Unis.

M. MACDONNELL : Voulez-vous dire à Torquay ?

M. DEUTSCH : Oui, à Torquay. Au cours des deux dernières années, quand nous recevions des demandes de modifications tarifaires nous disions aux intéressés : S'il ne s'agit pas d'une requête urgente et nécessaire, nous signalons que nous préfererions la soumettre lors des pourparlers.

Cette année, nous avons reçu bien des requêtes; nous savions qu'un grand nombre de ces questions faisaient l'objet d'entretiens à Torquay. Nous avons tout simplement répondu aux intéressés que nous les discutons à Torquay et que nous nous en occuperions là-bas.

D'autre part, il y en avait un certain nombre d'autres qui, nous le savions, ne seraient pas abordées à Torquay. Nous les avons donc examinées. Cependant, avant que le ministre, l'honorable M. Abbott, prenne une décision officielle, nous lui déférions toutes les requêtes. Nous lui demandions ensuite s'il pouvait en utiliser quelques-unes d'une manière avantageuse pour les négociations. Nous demandions aussi au ministre de nous indiquer quelles requêtes il pouvait utiliser, lesquelles ne lui seraient pas utiles et lesquelles n'avaient aucune importance en ce qui avait trait aux pourparlers. Nous n'avons inséré dans le budget que les articles qui ne pouvaient être utilisés avantageusement à Torquay. Cela répond-il à votre question, monsieur Macdonnell ?

M. MACDONNELL : Oui.

M. ADAMSON : On a dit hier, je pense, que l'Allemagne avait été le centre d'intérêt. Quels produits désirait-elle vendre ? Que cherchait-elle à obtenir en particulier ? Pouvez-vous nous renseigner là-dessus ?

M. MCKINNON : Je crois que M. Isbister pourrait vous indiquer les articles en question, car c'est lui qui s'est le plus occupé des négociations avec les Allemands au sujet des exportations. M. Callaghan pourrait vous dire quelques mots des concessions tarifaires sur lesquelles ils ont le plus insisté.

M. ADAMSON : Vous avez dit, sauf erreur, que l'Allemagne était la clé à l'ensemble de la situation en Europe, n'est-ce pas ?

M. MCKINNON : J'ai dit que parmi tous les pays européens avec lesquels nous avons cherché à conclure de meilleures ententes d'une plus grande envergure, c'est à la France et à l'Allemagne que nous nous sommes surtout intéressés, car ces deux pays peuvent fort bien détenir la clé de la politique commerciale européenne de l'avenir. Par conséquent, nous désirions fort conclure une première entente avantageuse avec l'Allemagne et améliorer autant que possible l'accord existant avec la France. M. Isbister pourrait peut-être vous dire quelques mots des exportations.

M. ISBISTER : Monsieur le président, depuis la guerre nous savions fort bien que la République fédérale allemande ne pouvait plus s'adresser aux régions orientales qui approvisionnaient autrefois l'ensemble de l'Allemagne en denrées alimentaires et en matières premières. Nous savions que l'Allemagne pourrait bien être à l'avenir un meilleur associé secondaire que par le passé. En nous rendant à Torquay nous espérons fermement qu'il nous serait possible d'obtenir de l'Allemagne des concessions relatives aux produits de l'agriculture et de la pêche ainsi qu'aux matières premières dont le Canada dispose en si grande abondance pour l'exportation.